

Célébration de la semaine de l'éducation

Aura en concert demain au Hall des arts

Dans le cadre de la célébration de la semaine de l'éducation au Bénin, le réseau de jeunes artistes africains unis pour la promotion du Hip Hop et engagés pour la défense des droits de l'enfant organise ce samedi 26 avril 2008, un concert de sensibilisation au Hall des arts de Cotonou.

Les membres d'Aura (Artistes unis pour le Rap africain) entendent par ce concert, éveiller la conscience des dirigeants béninois en particulier du chef de l'Etat sur les défis que doit relever l'Afrique pour son plein épanouissement. Ils veulent également rallier à la cause de la défense des droits des enfants et des adolescents toute la population béninoise, sans distinction. Constitué à partir d'une rencontre panafricaine d'artistes rappers qui s'est tenue à Dakar en février 2005 avec l'appui de Plan, Aura se veut le sigle de ralliement d'une jeunesse optimiste convaincue que l'Afrique peut relever victorieusement tous les défis notamment ceux relatifs à la promotion des droits de l'enfant. C'est un regroupement de 17 artistes



rappeurs venus du Bénin avec du Togo avec Bobby du groupe Mouna de Dch, du Sénégal avec Didier Awadi, Big D, Myriam, Keyti et Xuman, de la Guinée avec Moussa du groupe Degg J force, du Mali avec Jo Dama du groupe Tattapaound, de la Mauritanie avec Brahim du collectif 994, du Burkina représenté par Smockey et Smarty du groupe Yeleen, de la Côte d'Ivoire avec Priss K, du Niger avec Pheno B et Sfia du groupe Kaidan Gaskia, de la Gambie avec Egalitarian et

du Togo avec Bobby du groupe Djanta Kan. Pour ces artistes, l'avenir de l'Afrique est dans les mains des africains. C'est pourquoi dans chaque pays représenté, les membres initient une série d'actions pour réveiller les peuples de leur sommeil.

En dehors du Hall des arts, les membres de Aura se rendront à Parakou pour un concert géant le 30 avril prochain.

Judicaël-Rock
HOUNWANOU

Lutte contre la cherté de la vie

Les mesures ne profitent pas aux consommateurs

Les associations des consommateurs ont organisé jeudi dernier à la maison des médias à Gbèdromèdè, une conférence de presse sur la crise socio-économique engendrée par la cherté de la vie en dépit des mesures prises par le gouvernement.

Trois responsables de la société civile à savoir Romain Abilé Houéhou de la Ldcb, Bernard Dossou Dossa de "Que choisir Bénin" et Martin Assogba de l'Ong Alcrer ont animé cette conférence de presse. Ils ont d'abord rappelé que la flambée des prix des produits de première nécessité est une réalité au niveau international, régional et national avec des causes aussi bien endogènes qu'exogènes. Selon les conférenciers, il est clair que la responsabilité de la cherté de la vie dans notre pays ne saurait être imputée au gouvernement qui a d'ailleurs eu le mérite de prendre des initiatives pour endiguer la hausse généralisée des prix. Mais le point de l'exécution de ces mesures prises d'une part le

30 novembre 2007 et d'autre part le 03 avril 2008 montre que les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs et que le panier de la ménagère continue de souffrir cruellement. Les prix de référence prescrits par le gouvernement ne sont pas appliqués surtout par les commerçants de détail. Ce qui fait que les allègements fiscaux et douaniers qui devaient se répercuter jusqu'aux prix de détail ne profitent pas aux consommateurs. Compte tenu de toutes ces observations, les associations de défense des consommateurs demandent aux importateurs, grossistes, semi-grossistes et détaillants de faire preuve de patriotisme et de confiance dans les mesures prises par le gouvernement.

Au gouvernement, elles suggèrent la politique d'accroissement significative de la production nationale en produits alimentaires bruts et transformés. Aux consommateurs, elles recommandent un changement de mode de vie.

J-R. H.

Pour avoir téléphoné à sa maîtresse

Un homme poignardé par sa femme

Une jeune dame ayant surpris son époux en pleine communication avec sa maîtresse, n'a eu autre réaction que de le poignarder. L'incident s'est produit jeudi dernier à Akpakpa.

Le couple résidant à Akpakpa vivait avec un petit enfant âgé de 3 ans environ. Tous deux travaillent dans une grande entreprise de la place. Vu les comportements de son homme, elle commença à le soupçonner. Le mari qui rentre désormais à des heures indues, est presque tous les week-end dehors. Elle comprit alors que son mari a eu maîtresse. Après plusieurs confrontations avec le mari, elle n'a pu obtenir gain de cause. Jeudi dernier,

après le dîner, le monsieur se retira dans sa chambre. En allant rejoindre son homme dans la chambre, elle le surprend en pleine communication. Elle prit soin d'écouter la conversation. Ayant compris que ce dernier s'adressait à sa maîtresse, elle se rua sur lui. Dépassé, le monsieur cherchait à la calmer quand subitement elle s'empara d'un couteau de cuisine qu'elle lui enfonça dans le ventre. La domestique qui a vécu la scène alerta rapidement le quartier et l'homme fut évacué au Chdo à Porto-Novo, où il rendit l'âme quelques heures plus tard. Quant à la femme, elle a été jetée en prison pour homicide volontaire.

Reine DOSSOU

AVIS

Une société de la place recherche, pour exploitation commerciale, un local situé dans la zone du centre-ville, avec une superficie d'au moins 300 m².

CONTACT : 97 98 28 87
97 97 03 52

AVIS D'APPEL D'OFFRES

PADSA II Programme d'Appui au Développement du Secteur Agricole Phase II
Programme bénino-danois de coopération au développement

CAFIR - Composante Appui au Financement Rural
EXECUTEE PAR CARE INTERNATIONAL AU BENIN

POUR LE RECRUTEMENT DE CONSULTANT OU BUREAU D'ETUDE POUR L'EVALUATION DU CADRE LOGIQUE DE LA CAFIR AU TITRE DE L'ANNEE 2007

Le Programme d'Appui au Développement du Secteur Agricole phase II (PADSA II), prévu pour une durée de 5 ans, est financé par la Coopération Danoise. Il s'inscrit dans la stratégie nationale du secteur, contenue dans les documents fondamentaux que sont la Déclaration Politique du Développement Rural, le Plan Stratégique Opérationnel et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

La Composante Appui au Financement Rural (CAFIR) du PADSA II gérée contractuellement par l'ONG Care International lance un avis d'appel d'offres pour le recrutement de consultant ou bureau d'étude pour l'évaluation des indicateurs du cadre logique de la CAFIR pour l'année 2007.

L'objectif de cette consultation est de mesurer les indicateurs du cadre logique de la CAFIR au titre de l'année 2007.

Les Termes de Référence (TdR) sont disponibles au Secrétariat de la CAFIR/PADSA2 sis au 6ème Etage de l'Immeuble "LA SAINTE TRINITE" (NASUBA) Tél. 21 32 75 71 ou 21 32 75 72 à côté de la Pâroisse SAINT MICHEL de Cotonou à partir du Jeudi 24 Avril 2008.

Les consultants et bureaux d'étude intéressés sont priés de faire parvenir leurs offres technique et financière sous pli fermé et séparés en cinq exemplaires (le tout glissé dans une nouvelle enveloppe) au plus tard le Vendredi 09 Mai 2008 à 16 heures précises au Secrétariat de la CAFIR/PADSA2 sis à l'adresse sus indiquée, avec la mention "Soumission pour l'évaluation des indicateurs du cadre logique de la CAFIR au titre de l'année 2007, à n'ouvrir qu'en séance".

Le Coordonnateur de la CAFIR/PADSA II

Monra KORA TOUNGOU.-